

→→ très émouvant de voir les jeunes avec nous, et toute leur énergie », s'anime Claudine Merceron, infatigable battante de 62 ans, comédienne et metteuse en scène, « fille de prolos qui n'aurait jamais imaginé dormir un jour sous les dorures du théâtre Graslin ».

Reprenant le fil de sa journée de lutte, Graslin organise « la plus longue file d'attente au monde devant Pôle emploi ». Des volontaires s'alignent sur la place, et les artistes massacrent joyeusement l'établissement dans une performance improvisée. « Tut-tut-tut, votre temps d'attente est de 19 ans, 7 mois, 11 jours, 3 heures et 1 seconde ! » Au guichet, on évince les gens sur des brouilles ou par aveu d'incompétence de l'organisme. D'autres s'effondrent, qu'une brouette évacue vers la morgue, prélude à un suicide collectif.

Mouvement sur les marches. Un petit groupe fend les spectateurs. Une délégation Europe Écologie-Les Verts (EELV) d'élus de Nantes et de la région, accompagnée de Yannick Jadot, vient échanger avec les occupant-es du théâtre. « C'est la campagne électorale... », souffle une danseuse. Le comédien Pierre Roba déverse une litanie de griefs pour qualifier l'écroulement du secteur de la culture. Les écologistes sont plutôt perçu-es comme sincères dans leur credo social et culturel. Leur proposition de création d'une instance régionale de concertation est cependant fraîchement accueillie : les précédentes offres de « coconstruction » des politiques culturelles ont produit d'amères désillusions.

Pour les occupant-es, les palabres ne sont pas terminées. C'est l'heure de l'assemblée générale politique, souvent très animée, où se prennent quotidiennement toutes leurs décisions. Un technicien du spectacle, quarante-deux ans d'intermittence, une retraite de 842 euros : « Le monde de la culture génère plus de fric que l'automobile ! Comment se positionne-t-on pour que tout le monde puisse en vivre décemment ? » Martine Ritz perçoit une motivation, qu'elle a déjà ressentie auprès des gilets jaunes. « Des personnes arrivent qu'on ne voyait pas dans les organisations syndicales, tellement malmenées par la vie qu'elles ne croyaient plus à la puissance du collectif. À titre personnel, je suis ici pour favoriser le développement d'un mouvement social qui dépasse nos revendications professionnelles, capable de renverser la table pour la présidentielle de 2022. »

Devant le théâtre, la journée s'est achevée à 17 h 45 par un rituel prisé du public : la déambulation de la Brigade des endormeurs-euses, femmes et hommes-sandwichs scandant pendant un quart d'heure un refrain lénifiant à souhait dans les rues avoisinantes. « Couvre-feu ! Rentrez braves gens ! Tout va bien ! 11 minutes, 10 minutes... » 18 heures, fin du compte à rebours, une sirène mugit, et les figurines affolées courent se réfugier dans le théâtre, fausement confinées, ultime pied de nez de la journée à un gouvernement sourd à leurs revendications. ■

Patrick Piro

JACQUES DEMARTHON / AFP



Denis Gravouil
Secrétaire général
de la CGT Spectacle.

« Il ne suffira pas de rouvrir les salles ! »

Sans des aides à la hauteur, le monde de la culture va à la catastrophe, s'alarme le syndicaliste **DENIS GRAVOUIL**.

Sa réunion avec Roselyne Bachelot, lundi 22 mars, a été annulée : la ministre de la Culture est malade du Covid-19. Elle aurait sans nul doute été conflictuelle, indique le syndicaliste Denis Gravouil, qui considère les aides annoncées le 11 mars comme dérisoires face au péril massif qui guette le monde de la culture.

Une rallonge de 30 millions d'euros pour la culture, c'est quand même une petite victoire ?

Denis Gravouil : Soit 20 millions d'euros pour l'emploi des équipes artistiques et 10 millions d'euros pour les jeunes qui n'ont rien ? Une aumône ! Ça va plutôt alimenter la mobilisation que la calmer. Ce sont des miettes, il faudrait vingt fois plus.

Une réouverture rapide des lieux de culture permettrait-elle de sauver les meubles ?

Nous souhaitons bien sûr pouvoir travailler à nouveau au plus vite, exercer notre art et retrouver le public, qui nous attend. Mais, dans l'état actuel du secteur, après près d'une année d'arrêt, moins d'un tiers des personnes retrouveraient du travail au redémarrage, en raison de jauges réduites, du report de l'autorisation des concerts debout, de la réduction du format des festivals, etc. Au cinéma, un stock de 200 films attendent leur diffusion. Embouteillage en prévision, avec des réductions d'emploi. Alors le vrai sujet dépasse largement la réouverture des portes, il faut un véritable plan de reprise, avec des aides massives pour les résidences de création et l'emploi.

Les structures culturelles ont pourtant reçu des aides, rétorque le gouvernement...

Elles ont permis de maintenir les chiffres d'affaires, de compenser des jauges limitées, mais elles n'ont pas servi à préserver l'emploi puisque les personnes en intermittence ne sont pas couvertes par les mesures d'activité partielle. À 90 %, elles n'ont pas reçu de compensation pour leur perte d'activité, quand elles n'ont parfois pas pu travailler de toute l'année 2020. Dans notre secteur, la perte moyenne de masse salariale s'élève à 24 % par rapport à 2019. C'est même près de 50 % pour le spectacle vivant, voire 60 % pour les grands événements. Des gens n'ont pour seul soutien que l'« année blanche » qui a reconduit leurs droits sociaux. Cette mesure pourrait être

partiellement prolongée après août prochain, mais qu'en sera-t-il à terme ? Alors nous nous battons pour obtenir la compensation intégrale de nos droits sociaux – prise en charge de la maladie, de la maternité, et assurance-chômage bien sûr.

Mais on voit déjà de profondes détresses individuelles : des artistes de 50 ans retournent habiter chez leurs parents faute de pouvoir vivre de leurs revenus... On risque d'assister à une vague de désertion de talents et de compétences. Un gâchis. Nous n'avons les moyens ni de travailler ni de vivre décemment. La parole donnée du « quoi qu'il en coûte, personne n'y perdra » n'a pas été respectée, c'est insupportable.

Cette mobilisation a de plus en plus l'allure d'un mouvement social.

Que vous répond le gouvernement ?

Circulez, il n'y a rien à voir ! Mais, en plus, il s'attaque aux précaires : alors que le chômage va augmenter, ce sont les droits de 800 000 personnes qui vont diminuer à partir du 1^{er} juillet avec l'entrée en

vigueur de la réforme de l'assurance-chômage. Dans notre milieu, cela va notamment toucher les personnels d'accueil, de sécurité, de restauration... Un vrai passage en force, bien qu'une rare cohésion syndicale s'oppose à cette réforme.

Le mouvement d'occupation des lieux de spectacle semble très déterminé...

Il s'amplifie même. Dès vendredi, la CGT Spectacle va lancer des manifestations pour réclamer l'annulation de la réforme de l'assurance-chômage, une année blanche pour toutes et tous, ainsi qu'un plan de reprise pour l'emploi et les droits sociaux. Et cette mobilisation dépasse nos revendications professionnelles et sociales : elle a de plus en plus l'allure d'un mouvement social. Elle agrège des personnes concernées par la réforme de l'assurance-chômage en particulier, et qui en ont ras le bol d'être réduites à des relations marchandes – travailler, rentrer chez soi seul-e, consommer, et surtout pas de sortie, de cinéma, etc. C'est intenable.

Même sans prétendre être aussi essentielle que l'hôpital pour sauver des vies, la culture est indispensable pour la santé mentale, la démocratie, la joie. Pourtant, le gouvernement la sabote et entretient la précarité. C'est même contraire à ce qu'il faudrait pour lutter contre le Covid. ■